

Fusion Renault-Fiat :
Et au mariage,
c'est Renault qui
apporte l'Alliance

l'étincelle

Bientôt l'AG des
actionnaires de Renault,
mais toujours pas
d'AG des salariés

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 4 juin 2019

Fin de la trêve électorale

À peine les bureaux de vote bouclés, gouvernement et patronat n'ont pas attendu 48 heures pour multiplier les annonces de suppressions d'emplois. Bruno Le maire, chargé du service après-vente, s'est rendu hier à Belfort sur le site de General Electric qui veut supprimer 1044 postes. Accueilli sous les huées et les sifflets par 900 personnes, dont des gilets jaunes, le ministre de l'économie a tenté de rassurer les salariés en leur montrant que le gouvernement était de leur côté. Peine perdue.

Le ministre de la parole...

1 044 suppressions de postes : une saignée qui, en dépit des dénégations de la direction, pourrait bien être le prélude à la fermeture du site. Le Maire a demandé à GE de « revoir sa copie » et d'« améliorer » son plan social. Encore des mots creux, assortis d'aucune contrainte.

En 2014, le rachat de la branche énergie d'Alstom avait été validé par le ministre de l'économie d'alors, un certain Emmanuel Macron. General Electric s'était engagé à créer 1 000 emplois d'ici la fin 2018. Depuis, Hugh Bailey, conseiller de Macron à Bercy au moment de la cession d'Alstom à General Electric, est devenu directeur de General Electric France ! Et les promesses de création d'emplois se sont envolées.

...et de la désindustrialisation

Mardi dernier, c'était le repreneur de l'usine Whirpool d'Amiens, où Macron était venu parader avant les élections présidentielles, qui annonçait le redressement judiciaire de l'entreprise, faute d'activité. Quant aux salariés des entreprises déjà menacées de fermetures pure et simple comme Ascoval, Arjowiggins ou les Fonderies du Poitou, on les promène depuis des mois avec d'interminables négociations en vue de trouver un repreneur qui, le plus souvent, s'avère être un simple sous-traitant en plan social des grands groupes.

Macron 2, le retour

Du côté du gouvernement, pour lequel la pause des Européennes n'était qu'une mi-temps, on serait parti pour un « acte II ». Ça commence par de violentes attaques contre les fonctionnaires et les salariés du secteur public : en route pour le plan de suppression de plus de 125 000 postes de

fonctionnaires. Dans les hôpitaux, les centres postaux, les écoles ou à la SNCF, managers et cost-killers mènent l'offensive à coups de réorganisations constantes et d'augmentations continues de la charge de travail. Des méthodes déjà subies dans les années 2000 par les salariés d'Orange, dont les dirigeants comparaissent actuellement devant les tribunaux pour avoir provoqué une multiplication d'arrêts-maladies, de dépressions, de burnouts et des dizaines de suicides.

Au programme aussi, la mise en route de la réforme des retraites qui, par son système « à points », obligera à reculer encore l'âge de départ et amputera le montant des pensions.

Cerise sur le gâteau, le prix de l'électricité vient d'augmenter de 5,9 % au 1^{er} juin. Face au mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement avait gelé cette hausse prévue en janvier. Et une nouvelle hausse de 1 à 2 % est prévue en août afin de permettre aux compagnies de récupérer les 6 mois de retard. De quoi réveiller tous les Gilets jaunes sur les ronds-points des départs en vacances !

En route vers les luttes

Pour les mesures promises au patronat, Macron voulait déjà partir sur les chapeaux de roues dès le début de son mandat. Son élan a été perturbé par l'irruption de la colère des Gilets jaunes.

Depuis quelques semaines, des grèves se développent dans les urgences hospitalières face au manque d'effectif, ou dans plusieurs bureaux de poste contre les restructurations. Les cheminots manifestent aujourd'hui à Paris. L'usine Ferrero de Villers-Ecalles, en Seine-Maritime, premier site de fabrication au monde de Nutella, est bloquée par des salariés en grève pour des augmentations de salaire...

Voilà peut-être le départ de ce qui pourrait mettre en échec l'acte II du président des patrons.

Emballlement fusionnel

Après avoir reçu le 26 mai une proposition de fusion de la part de Fiat Chrysler Automobile (FCA), la direction de Renault réunit mardi 4 juin son conseil d'administration pour statuer sur l'ouverture de négociations officielles avec FCA. Les officieuses sont largement entamées. Il s'agirait même de boucler l'affaire avant l'AG des actionnaires de Renault du 12 juin ! Gare aux mariages précipités et aux lendemains de noces douloureux...

Des synergies à revendre

La fusion est présentée comme permettant à Fiat et à Renault de financer les investissements nécessaires au développement des véhicules électriques et autonomes, aux mises aux normes antipollution, et de faire ainsi face à la concurrence. Cela permettrait aussi de faire des milliards de synergies, dont les salariés de Renault et de Fiat/Chrysler risquent d'être les premières victimes. Le site de Pomigliano, qui produit la Fiat Panda en banlieue napolitaine, est déjà menacé. Quand la mariée veut se faire trop belle...

Bercy d'illusions

Pour Bruno Le Maire, la fusion avec Fiat « est une réelle opportunité pour Renault et pour l'industrie automobile française ». Depuis Bercy, le ministre de l'économie a promis qu'il « veillera à la préservation des emplois et des sites industriels ». Vu comment il a préservé l'emploi à GM&S, Whirlpool ou à Ford Blanquefort comme il s'y était engagé, les salariés de Renault peuvent être complètement rassurés.

Fiat lux

Pas de redescentes d'infos, des communiqués laconiques... Les salariés de Renault, pourtant les premiers concernés par une fusion avec Fiat, sont les derniers prévenus. La direction n'envisage pas de les informer réellement, encore moins de les consulter. Même des administrateurs salariés se plaignent d'être mis face au fait accompli. Y aurait-il d'autres réunions que les réunions officielles du conseil d'administration ?

L'autre convergence

La création de l'Alliance Renault-Nissan a entraîné un cycle de convergences, réorganisations permanentes, changements douloureux d'outils : NewPDM, ACE1... Une fusion avec Fiat, c'est l'assurance de nouvelles convergences, applications, procédures... Et si on essayait la convergence des luttes ?!

Non aux traders supplémentaires

L'annonce d'une fusion a fait bondir le cours des actions Fiat et Renault. Depuis, les traders sont excités comme des poux à la vue des profits à tirer de cette fusion, rendant les cours instables. Comme s'il y avait besoin en plus de ces éléments perturbateurs.

Toujours les mêmes sales airs

L'AG des actionnaires de Renault du 12 juin prochain va se prononcer sur le salaire de Bolloré. Le Directeur Général de Renault touche 900 000 euros de part fixe, et sa part variable peut aller jusqu'à 1,125 millions, soit plus de deux millions d'euros au total. L'AG de l'an dernier avait voté pour Ghosn des salaires du même ordre : 1,23 million d'euros de part fixe et 1,45 millions de part variable. L'ère Ghosn des salaires démesurés est loin d'être finie...

Les amis de Thierry

En plus de son salaire, Thierry Bolloré bénéficie d'une prime de non-concurrence de 4 millions d'euros, et d'une retraite chapeau de 2 à 600 000 euros par an selon son ancienneté. Pas assez pour le comité des rémunérations qui veut lui verser 50 000 actions gratuites. Avoir de vrais amis, ça compte.

Un Japon d'or

Pour son exercice 2018-2019, Nissan a enregistré une baisse de 57 % de son bénéfice net, qui s'élève quand-même à 2,59 milliards d'euros. Les actionnaires n'en seront pas impactés cette année, mais seulement l'an prochain. Leurs dividendes ont même augmenté de 7 %, soit au total 1,8 milliards d'euros (dont 43,4 % est revenu à Renault). Chez Nissan, on sait soigner l'actionnaire.

4800 variables d'ajustement

Nissan vient d'annoncer 600 suppressions d'emplois à Barcelone sur les 3000 que compte ce site qui assemble des véhicules utilitaires. D'autres sites sont visés aux USA, au Mexique ou en Europe. Car Nissan veut réduire de 10 % ses capacités de production et supprimer au total 4 800 emplois. Une vraie saignée pour redresser ses marges et satisfaire les actionnaires. Les salariés qui y échapperont devront augmenter leur productivité de 10 %. Comme si Nissan était aux abois et n'avait pas accumulés des milliards de bénéfices !

Hiroto-tamponeuse

Percuté par l'affaire Ghosn, Hiroto Saikawa, le patron de Nissan, fait profil bas. A l'assemblée annuelle des actionnaires de Nissan du 25 juin, il devrait annoncer la réduction par deux de son salaire. Saikawa a gagné 4,1 millions d'euros l'an dernier (499 millions de yens). Son salaire devrait donc passer à 2 millions d'euros. Il y a encore de la marge.

Collect'or

Merci à tous ceux qui ont versé à la collecte pour l'Étincelle il y a quinze jours. Celle-ci a récolté 390 euros, de l'argent qui permettra de financer son impression. Et en plus, vous avez été nombreux à nous encourager. De quoi faire des étincelles !